

*l'Anti*capitaliste

n°702 | 4 avril 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

DES MILLIARDS POUR CEUX D'EN HAUT



L'AUSTÉRITÉ POUR CEUX D'EN BAS

MOBILISONS-NOUS !

ZOOM

Éducation. Contre le « choc des savoirs », le bloc des solidarités

Page 3

INTERNATIONAL

Rwanda. Quelle commémoration du génocide? En finir avec la Françafrique!

Page 4

ARGUMENTS

Droits LGBTI. Pour une Europe sans exploitation ni oppressions!

Page 5

CHAMP LIBRE

Santé au travail: entretien avec Gérald Le Corre et Alice Pelletier, de la CGT

Page 8

Édito

Israël met le monde au bord de l'abîme

Par ÉDOUARD SOULIER

Annouçant une opération terminée, 400 combattants et plusieurs hauts commandants du Hamas tués, Israël vient de quitter la zone autour de l'hôpital Al Shifa — le plus grand de Gaza. Les témoignages et les images qui nous parviennent montrent ce qu'est pour Israël une opération réussie : un complexe hospitalier plus vieux que l'État d'Israël réduit à l'état de gravats, laissant des dizaines et possiblement des centaines de personnes assassinées — des corps retrouvés avec des liens aux mains et aux pieds — des personnels hospitaliers abattus et des malades laissés à l'abandon et à la mort. Ce massacre effectué dans la fierté par un État génocidaire conscient de son impunité au regard du droit international.

Malgré une résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu. Malgré la demande de la Cour internationale de justice de laisser passer l'aide humanitaire. Malgré un réquisitoire sans appel de la rapporteure spéciale Francesca Albanese pour les territoires occupés qui a annoncé la semaine dernière que les preuves s'amoncellent désormais pour montrer qu'Israël commet un génocide à Gaza et un nettoyage ethnique. Malgré la mort de plusieurs humanitaires internationaux ciblés et tués par un bombardement alors qu'ils se déplaçaient sous direction israélienne. Malgré tout cela, la liste des crimes de guerre et contre l'humanité commis par Israël s'alourdit de jour en jour sans qu'il y ait pour l'instant de sortie en vue. Prisonniers de leur soutien à un État colonial décidé à passer outre toutes les règles internationales, les pays occidentaux ne peuvent que piteusement exprimer leur tristesse sans jamais rien proposer pour arrêter le massacre. L'État d'Israël est issu d'une vision coloniale anachronique, vestige du début du 20^e siècle. Avec cette guerre, il risque de faire sombrer le 21^e siècle dans l'abîme, emportant avec lui toute prétention aux droits et à la justice, en ne laissant que le droit du plus fort. Pour un cessez-le-feu et l'arrêt des massacres ! Free Palestine.

Le chiffre

63 000

Entre 2014 et 2023, plus de 63 000 personnes sont mortes sur les routes de l'exil, la majorité par naufrage dont une grande part en mer Méditerranée (27 000). Plus de deux tiers des migrantEs dont le décès a été documenté ne sont toujours pas identifiéEs. L'année 2023 a été de loin la plus meurtrière.

Rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (agence de l'ONU), 26 mars 2024.

À la Une

Attal/Le Maire: le grand retour de l'austérité... pour les travailleurEs!

Le gouvernement nous prépare à un énième rouleau-compresseur, alors même que les dividendes des entreprises du CAC 40 ont cette année atteint des records. Mais Bruno Le Maire l'a dit mi-mars: «La gratuité de tout, pour tous, tout le temps: c'est intenable». Est-ce qu'on lui a dit pour sa voiture de fonction?

C'était avant que le trésorier de la France soit épinglé par les parlementaires. La semaine dernière avait donc commencé sur une demi-allégation de ministre: «Je rappelle juste que sans doute nos prévisions n'ont pas été bonnes mais personne — personne — ne les a contestées lorsqu'elles ont été formulées». Le Haut Conseil des Finances publiques avait certes déclaré que «les prévisions de prélèvement du gouvernement étaient plausibles», après avoir fait preuve d'une prudence bien courtoise en 2022: «Les recettes pourraient pâtir d'une croissance de l'activité moins forte que prévu par le gouvernement, mais à l'inverse être soutenues par une base 2022 plus forte qu'attendu».

Dérapage budgétaire

Un dérapage sur lequel Bercy avait néanmoins été alerté, quoi qu'il en dise. En tout cas, nous y sommes, les recettes ont donc pâti, l'inflation ayant pesé sur l'activité. Et pour le ministre de l'Économie et des Finances, le remède est simple: après avoir augmenté considérablement les cadeaux aux entreprises, assumé la dette pendant la crise du Covid, il préconise désormais une cure d'austérité. C'est donc le grand retour du mantra du déficit sous les 3% du PIB à l'horizon 2027! Et il entend bien faire les coupes budgétaires... dans la protection sociale (beaucoup), les services publics (toujours), le budget de l'État (un peu). Alors que le déficit public s'établit à 154 milliards d'euros, le gouvernement ne dit mot des aides publiques aux entreprises qui atteignent pour- tant les 200 milliards d'euros.



CHARMAG

Sans parler de l'évasion fiscale estimée à 80 milliards. Au contraire, pour Matignon, il faut qu'«il y ait plus de Français qui travaillent parce que ce sont des recettes supplémentaires».

«Désmicardiser»

Rien donc sur les déductions fiscales, exonérations de cotisations sociales... qui visent surtout les bas salaires et dont le nombre a augmenté, avec l'indexation du smic sur l'inflation, comme l'analyse *le Monde*¹. La part des salariéEs du privé payés au smic s'élevait ainsi le 1^{er} janvier 2023 à 17%, contre 12% en 2021. Cette «smicardisation» dont le gouvernement fait mine de vouloir sortir... permet d'abaisser le coût du travail en général. Et Attal et Le Maire entendent bien poursuivre en ce sens, en s'attaquant à l'assurance chômage, donc la protection sociale, à cette part de notre

salaires socialisée via la Sécurité sociale, qu'il voudrait finir d'étatiser... avant de privatiser totalement probablement!

Pression sur les salaires et assurance chômage

La semaine a donc continué sur les annonces du jeune vieux Premier ministre. La précédente réforme à peine en place, une nouvelle est donc déjà annoncée pour encore diminuer les droits des personnes sans emploi, alors même que de l'avis de la Délégation générale à l'emploi et à la formation (DGEFP) du ministère du Travail: «La conjoncture incertaine du marché du travail n'appelle pas un durcissement immédiat des conditions d'indemnisation»².

Son idée: réduire la durée d'indemnisation de plusieurs mois, augmenter la durée de travail nécessaire pour bénéficier des

allocations et baisser le montant perçu. Attal prétend vouloir négocier... en présentant une feuille de route abjecte, brutale et cynique de «chasse aux pauvres» qui aurait pour effet de contraindre à prendre n'importe quel emploi et donc de faire pression sur les salaires et de stigmatiser les chômeurEs.

Sécurité sociale et gratuité

Le gouvernement cherche à opposer celles et ceux qui travaillent contre de prétendus profiteurEs. L'assurance chômage, comme l'assurance maladie ou les retraites, ce sont nos cotisations, nos salaires socialisés qui permettent d'assurer une sécurité de revenus aux travailleurEs. Baisser les droits au chômage comme le prévoit Attal, c'est plonger de nouveaux foyers dans la misère en plus des millions de personnes qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté.

Nous devons, partout, dans nos entreprises, rester vigilantEs, opposer au discours de justification de l'austérité, de discrimination des «chômeurEs», celui du partage des richesses, de la socialisation, du renforcement des services publics: construire dès aujourd'hui un autre horizon, celui de la socialisation des moyens de production et d'une démocratie réelle. Et réclamer la gratuité! Partout et tout le temps!

Fabienne Dolet

1 – Béatrice Madeline et Aline Leclerc, «Les pistes qui pourraient être empruntées pour "désmicardiser" la France», *Le Monde*, 2 avril 2024.

2 – Cécile Hautefeuille, «Chômage: il y a six mois, l'administration jugeait "peu opportun" de durcir les règles», *Mediapart*, 28 mars 2024.

Acturama



POUR LE LOGEMENT

Le 1^{er} avril, entre 10 000 et 20 000 personnes ont manifesté pour le droit au logement pour touTEs à Rennes, Nantes, Lille, Lyon, Grenoble, Mulhouse, Saint-Denis, Rouen et Paris où le défilé a réuni 1000 à 1500 personnes. Elles réclamaient l'arrêt des expulsions, la réquisition des logements et bureaux vacants, la baisse des loyers, la répression des congés locatifs frauduleux en raison des JO, la réalisation massive de logements sociaux, le respect de la loi SRU...

Manifestation à Paris le 1^{er} avril. © DAL

ÉDUCATION Contre le « choc des savoirs », le bloc des solidarités

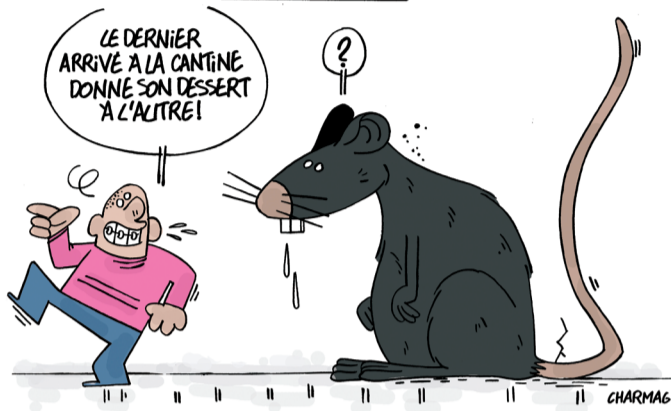
L'intersyndicale éducation (CGT Educ Action, FO, FSU, Sud Éducation et localement des sections de l'UNSA et de la CNT avec le soutien de la FCPE) appelle à la grève mardi 2 avril contre la mise en œuvre du « choc des savoirs » et sa concrétisation : le tri des enfants de la maternelle jusqu'au lycée.

Il n'a échappé à personne que cette réforme portée par Gabriel Attal a fait l'unanimité du monde de l'éducation, personnels (y compris de direction), chercheurs et chercheuses en sciences de l'éducation, fédérations de parents d'élèves.

Prendre nos responsabilités : bloquer la mise en application du « choc des savoirs »

Peu importent les exemples du monde entier, l'expérience du terrain, la réflexion sociologique ou la défense de principes de solidarité, Attal et son gouvernement ont raison envers et contre tout. Les décrets de mise en œuvre de cet imbroglio, mélange de pragmatisme (masquer les coupes budgétaires dans un service public vital) et d'idéologie pure (maximiser la machine de tri social qui doit former d'une part des élites et d'autre part des exécutantEs dociles) ont donc été publiés en catimini le dimanche 17 mars. Il reste maintenant à en bloquer la mise en application, et comme d'habitude c'est sur celles et ceux qui sont sur le terrain qu'en retombe la charge. Et ce n'est qu'exercer notre sens des responsabilités. La preuve,

INSALUBRITÉ DANS LES ÉCOLES DE SEINE-SAINT-DENIS



l'enseignement privé a déjà fait savoir qu'il ne mettrait pas forcément en œuvre le « choc des savoirs », mais il est vrai que le tri social y est déjà largement pratiqué au nom de la « liberté d'enseignement » payée par les fonds publics.

Un effet sur l'ensemble du parcours scolaire

Avec ce « choc des savoirs », ce ne sont pas seulement les horaires et l'organisation des collèges qui vont être impactés mais aussi tout le système éducatif : renforcement du système d'évaluations

obligatoires et liquidation de la liberté pédagogique à l'école primaire, incitation aux professeurEs des écoles d'intervenir au collège sur les groupes de niveaux alors qu'il manque d'enseignantEs dans les écoles, retraits d'heures et de postes en lycées, cursus séparés en lycée pour les élèves n'ayant pas le brevet des collèges. Sans compter les effets psychologiques des quatre années de formatage et ségrégation entre « faibles », « moyens » et « bons » sur les enfants et la mise sous pression des parents qui se repercuteront

immanquablement sur l'ensemble du système scolaire, et en premier lieu sur celles et ceux qui y travaillent.

Reconduire et gagner

Alors que le gouvernement allume tous les contrefeux possibles (piratages des espaces numériques de travail, campagne sur les « atteintes à la laïcité » avec en point d'orgue le soutien au proviseur de Ravel et les poursuites judiciaires contre une élève), alimentant délibérément l'islamophobie, il est vital d'imposer la visibilité du refus absolu de mettre en œuvre ce « choc des savoirs ». Les initiatives se multiplient dans les départements : enseignantEs en coordination avec les parents organisent des opérations écoles mortes, expliquent inlassablement les conséquences immédiates dans l'organisation des collèges et les effets à plus long terme pour les enfants. Des actions dans les localités et les quartiers, des appels à la reconduction de la grève après le 2 avril émergent. La construction de ces solidarités, expression du besoin d'un autre projet pour l'école et les enfants, doit être relayée par la construction d'initiatives nationales par l'intersyndicale, en s'inspirant de la mobilisation qui se poursuit dans le 93.

Commission éducation nationale

IMPÉRIALISME

Kanaky, il est fini le temps des colonies !

En 1972, en réponse aux manifestations et actions de jeunes militantEs kanak, le gouvernement français adoptait une circulaire (dite circulaire Messmer) demandant aux services de l'État de favoriser et d'organiser l'installation en Kanaky de métropolitains, afin de marginaliser démographiquement le peuple kanak.

Quelques années plus tard le peuple kanak devient minoritaire dans son propre pays. Après mai 1981, le gouvernement de gauche engage des discussions avec le Front indépendantiste, et la droite coloniale locale, sur l'évolution statutaire de Kanaky. Une ligne rouge : l'évolution devra se faire dans le cadre de la Constitution. Problème, dans celle-ci, il n'y a sur l'ensemble du territoire (métropole et colonies) qu'un seul peuple, composé de citoyenEs égaux en droit. UnE fonctionnaire français de passage a ainsi autant de droit à s'exprimer sur l'avenir du pays qu'unE Kanak.

Le peuple kanak s'organise

Menacé de marginalisation dans son propre pays, le peuple kanak s'organise. C'est le temps de la création du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) et des préparatifs de la mobilisation. Il faudra attendre 1998, après quatre ans d'insurrection, des dizaines de morts (1984-1988), la réinscription par l'ONU de Kanaky sur la liste des territoires à décoloniser, pour que la France, par une réforme constitutionnelle, reconnaisse la singularité de la Kanaky et l'existence du peuple kanak. Un corps électoral est défini (les Kanak et les personnes résidant depuis au moins dix ans en Kanaky). Le corps électoral est gelé. Les électeurEs sont appelés à devenir les futurs nationaux d'une Kanaky souveraine à l'issue d'une période de décolonisation pacifique.

Les indépendantistes gagnent l'élection

L'élection en 2020 d'un congrès et d'un gouvernement à majorité indépendantiste en Kanaky radicalise la droite locale qui exige le dégel du corps électoral, pour retrouver ainsi une majorité. Engagé dans la construction d'une alliance impérialiste (dit « axe indo-pacifique ») dans la région pour contrer l'influence de la Chine, le gouvernement adopte une politique de renforcement de la présence française, civile et militaire. Le temps de la décolonisation est fini ; le temps est à la reconquête coloniale. Sur tous les terrains (politique, diplomatique, militaire, économique), l'État français est à l'offensive pour contrer le FLNKS.

Dégel du corps électoral et communauté minoritaire

Pour légaliser cette reconquête, le gouvernement soumet sa politique aux parlementaires, un projet de réforme constitutionnelle visant à dégeler le corps électoral, en l'ouvrant aux Français récemment installés, renvoyant les Kanak à un statut de communauté minoritaire.

L'heure est à la mobilisation. Le congrès du FLNKS (qui a rassemblé l'ensemble des organisations indépendantistes) lance un appel à la mobilisation sur place et à la solidarité internationale.

En France l'heure est à la reconstruction d'un mouvement de solidarité de masse, le gouvernement doit retirer son projet !

La semaine anticoloniale et antiraciste a permis de faire passer le message aux mouvements et militants anticolonialistes. La solidarité avec le peuple kanak est un élément constitutif de notre courant politique. Reste maintenant à la concrétiser.

Solidarité contre la politique de peuplement

Comme les PalestinienNEs dans les territoires occupés, le peuple kanak est victime d'une politique de peuplement, visant à rendre impossible toute possibilité d'un pays indépendant.

Dans les jours et semaines à venir le Collectif solidarité Kanaky prendra des initiatives en concertation avec le FLNKS. Le NPA et ses militantEs doivent y prendre toute leur place. Première initiative, un rassemblement devant le Sénat, place Edmond-Rostand, s'est tenu le mardi 2 avril à 16h pour soutenir Robert Xowie, le seul sénateur kanak, qui mène la bataille contre le dégel du corps électoral, soumis au vote de l'Assemblée nationale.

Jeff Castel

À lire sur le site



Retour sur la journée de la Terre en Palestine, par Roseline Vachetta

Bien dit

Ces coupes [dans le budget de la culture] signifient moitié moins de spectacles, moitié moins de création [...] Ce sont les jeunes générations d'artistes qui vont écopier le plus

WAJDI MOUAWAD,
directeur du Théâtre national de La Colline

Agenda

Samedi 6 avril, manifestation pour la libération de Georges Abdallah «40 ans de prison, toute une vie de combat!», Lannemezan (65). Infos: campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com.

Samedi 6 avril, fête anticapitaliste «Pop culture et révolution», Limoges. Dès 16h, salle Édouard-Detaille, 6 rue Édouard-Detaille à Limoges. Théâtre, couscous, débats sur la Palestine et les luttes paysannes, concert de Chaotic Footstompers. Entrée libre. Organisé par le NPA avec Bolchegeek.

Samedi 13 avril, fête anticapitaliste du NPA 35, Rennes. De 15h à 23h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro Fréville. À 19h meeting avec Christine Poupin.

Dimanche 21 avril, marche contre l'islamophobie, contre le racisme et pour la protection de tous les enfants contre les crimes policiers, Paris. À 14h, Barbès-République.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18° avec Ugo Palheta sur la révolution des Cillets au Portugal, Paris. À 19h30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M° Marx-Dormoy.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16° Université d'été du NPA, Port-Leucate. Au Village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate. Accueil le samedi 24 août à partir de 14h, départ le jeudi 29 après le petit-déjeuner.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



KURDISTAN

Les Kurdes attaquéEs sur tous les fronts

Dans la région nord du Kurdistan d'Irak, le Bashur pour les Kurdes, proche de la frontière avec la Turquie, la guerre fait rage depuis maintenant plusieurs années, avec une intensification ces derniers mois.

Les troupes turques, appuyées par les peshmergas du PDK, s'affrontent à la branche armée du PKK, le HPG, dans l'espoir d'éradiquer la présence du PKK dans la région. Le gouvernement de Bagdad, sous pression de la Turquie, vient d'ailleurs d'interdire le PKK en Irak, sans consulter son Parlement. Un enjeu majeur de cette tentative d'élimination des forces kurdes étant le pipeline qui relie les champs pétrolifères du Kurdistan d'Irak à la Turquie. Le pipeline traversant cette région, il n'est plus opérationnel et le transport du pétrole doit se faire par camion, ce qui augmente évidemment les coûts.

Répression féroce

L'ouest du Kurdistan, le Rojava, région autonome de fait au nord de la Syrie, est soumis à des attaques permanentes, des bombardements aériens visant principalement les infrastructures mais aussi des assassinats, ciblés par des drones, d'officiers des FDS (Forces démocratiques syriennes) ou de dirigeantes du mouvement des femmes. Les attaques sont permanentes contre les puits de pétrole de la région de Derik, et celle de Deir Ezzor est attaquée à la fois par les milices iraniennes à la solde de Bachar el-Assad, qui rêve de remettre la main sur cette ressource vitale pour son économie, et celles de Daesh, toujours actif dans la région qui a été son dernier bastion jusqu'à la prise de Baghouz.

La Fédération autonome du nord et de l'est de la Syrie doit en outre faire face à la résurgence de Daesh, qui commet de nombreux attentats à la voiture piégée, comme à Raqqa tout récemment.

Au Kurdistan d'Irak, le Rojhilat, la répression est féroce depuis les émeutes qui ont suivi la mort de Jina Amini ; les emprisonnements et les pendaisons de militantEs kurdes s'enchaînent.

Pression nationaliste contre les Kurdes

Au Bakur, le Kurdistan de Turquie, se sont déroulées dimanche 31 mars des élections municipales dont R.T Erdogan avait fait un enjeu national, en particulier à Istanbul, son « bijou » comme il l'appelle, bijou qu'il avait perdu en 2019, avec l'élection d'Ekrem Imamoglu, du parti social-démocrate nationaliste et kémaliste, le CHP. À l'époque le HDP, parti kurde mais regroupant largement l'extrême gauche, n'avait pas présenté de candidat pour favoriser l'élection d'Imamoglu, dans le cadre d'une campagne « tout sauf l'AKP ». Depuis, les divergences à l'intérieur du HDP (devenu le parti DEM à la suite des menaces d'interdiction) ont un peu changé la position puisque le DEM a présenté des candidats, mais souvent de façon symbolique, comme à Ankara. Le DEM y présente la très populaire Gültan Kisanak, maire de Diyarbakir destituée et emprisonnée pour 17 ans par le pouvoir pour ses liens supposés avec le PKK. La victoire de l'opposition dans les grandes villes, Istanbul, Ankara, Izmir ne signifie malheureusement pas que la pression nationaliste va diminuer. C'est dans ce contexte d'attaques sur tous les fronts de nos chers alliés kurdes — si précieux quand les commandos de Daesh attaquaient le Bataclan, entre autres, et qu'elles et eux seuls avaient stoppés en prenant Raqqa et en payant un prix humain énorme — que le gouvernement français expulse de jeunes militants kurdes, comme Firaz Korkmaz renvoyé de France pour être remis à ses tortionnaires turcs.

Mireille Court

RWANDA

Quelle commémoration du génocide? En finir avec la Françafrique!

Il y a trente ans, le 7 avril 1994, débutait au Rwanda le génocide de la minorité tutsi, organisé par un gouvernement soutenu par la France (sous la houlette du social-colonialiste Mitterrand) et dirigé par les racistes du Hutu Power que menaçait l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, majoritairement tutsi, considéré par Paris comme pro-anglosaxon. En 100 jours, entre 800 000 et un million de Tutsi, mais aussi de Hutu modérés, sont exterminés.

Pour les anticolonialistes, commémorer ce sanglant événement c'est honorer la mémoire des victimes, exiger réparation, dénoncer la complicité de l'État et de l'impérialisme français, en finir avec la Françafrique. Pour Macron et le « complexe militaro-industriel » qui décide de la politique africaine de la France, le « commémorer » est une cynique opération visant à défendre les intérêts économiques et géostratégiques d'un impérialisme en déclin.

L'État français et le génocide? « Responsable mais pas coupable »!

Pour le pouvoir français, les temps ne sont plus à nier ni l'existence de ce génocide ni même une implication hexagonale. Macron, en mai 2021, se fendait à Kigali d'un pompeux discours qui a fixé ce qui est désormais la ligne en la matière : « En me tenant, avec humilité et respect, à vos côtés, ce jour, je viens reconnaître l'ampleur de nos responsabilités. » Lesquelles? La France « n'a pas su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde », « n'a pas compris que, en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire ». Bref, la France (impérialiste) a péché par incompréhension et même par bonnes intentions! Quelques semaines avant, avait été publié le rapport de la commission Duclert qui, respectant l'ordre de mission que lui avait confié son commanditaire élyséen, concluait lui aussi



aux « responsabilités lourdes et accablantes » de la France... par « aveuglement », pour mieux la disculper de sa complicité active dans ce génocide.

Nombre de travaux de chercheurs et d'associations, comme Survie¹, prouvent que, loin de l'« incompréhension » ou de l'« aveuglement », c'est une politique bien consciente qui a été mise en œuvre. Avant et pendant le génocide, l'État français a apporté en toute connaissance de cause au régime criminel de Kigali son soutien militaire, financier, politique — au point que c'est à l'ambassade de France que, début avril, était constitué le gouvernement génocidaire. Y

compris après la victoire du FPR, l'armée française, présente à des fins prétendument humanitaires, a exfiltré les génocidaires dans le pays voisin, l'actuelle République démocratique du Congo. Elle s'est rendue coupable aussi de viols de femmes tutsi dans les camps de réfugiés.

La Françafrique coupable

Aujourd'hui, les temps sont devenus durs pour l'impérialisme français, contesté par les peuples africains et concurrencé par d'autres impérialismes dans ce qui fut longtemps sa chasse gardée. Pour continuer, la politique françafricaine, indispensable à la « grandeur de la France », doit

s'adapter aux nouvelles réalités mondiales et africaines. Macron, comme avant lui Sarkozy, lorgne sur le Rwanda « anglophone » qui joue de plus en plus un rôle dans une des régions les plus stratégiques et riches. Reconnaître ses « responsabilités » est indispensable pour s'attirer les bonnes grâces de Kagame qui, de son côté, en quête d'appuis occidentaux pour satisfaire ses ambitions de puissance régionale, en Afrique centrale, se satisfait du « responsable mais pas coupable » de Macron. Une « réconciliation » avec le génocide comme monnaie d'échange!

Outre la complicité française, Macron se garde évidemment de reconnaître que la « responsabilité » passée de la France dans ce génocide est le fruit de sa politique impérialiste, toujours présente. Le génocide au Rwanda prend place dans la liste interminable des crimes, plus ou moins sanglants, plus ou moins massifs, de « notre » impérialisme en Afrique et qui lui sont indispensables pour maintenir sa domination. France hors d'Afrique!

Germain Gillet

¹ Lire notamment *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*, de Raphaël Doridant et François Graner Éditions Agone/Survie, 2020.

SÉNÉGAL

La volonté de changement

La victoire de Faye, fruit de la mobilisation populaire, crée une nouvelle situation politique permettant à la gauche radicale de peser pour une véritable rupture.

De la prison au palais présidentiel, le parcours est plutôt singulier pour Bassirou Diomaye Faye qui vient de remporter les élections présidentielles dès le premier tour avec plus de 54 % des voix, fait unique dans l'histoire du Sénégal.

Continuité politique

Le pays a connu deux grandes périodes politiques, celle des gouvernements du parti socialiste avec Senghor puis Abdou Diouf, puis celle des libéraux avec Abdoulaye Wade et Macky Sall. Au-delà des étiquettes politiques, les politiques menées ont été les mêmes. Un présidentialisme fort qui n'hésitait pas, lors de crises sociale ou politique, à user d'une répression violente contre les opposantEs engendrant des morts et des emprisonnements. Des attaques contre la presse. Une corruption qui a nourri un clientélisme sur lequel se sont fondés les pouvoirs successifs et qui servait aussi de justification pour écarter les adversaires politiques. Ce qui impliquait une justice aux ordres.

Le gouvernement de Macky Sall a pu faire illusion avec son plan Sénégal Émergent, se traduisant par le lancement de grands travaux comme le train régional express, la création d'un nouvel aéroport international



Bassirou Diomaye Faye en 2024. WIKIMEDIA COMMONS

ou l'édification d'une ville nouvelle à côté de la capitale Dakar. Mais cette orgie de béton a surtout profité aux plus nantis et n'a pas réduit la pauvreté qui touche plus de la moitié de la population, ni endigué le chômage endémique de la jeunesse.

Les limites d'un programme

C'est précisément cette jeunesse refusant un avenir sans perspectives, si ce n'est de se lancer dans une immigration aux dangers mortels, qui s'est mobilisée pour la victoire de Faye. Avec son mentor Ousmane Sonko la popularité de leur organisation le PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) dissoute par Macky

Sall, est d'avoir dénoncé la corruption des élites du pays.

Faye se qualifie lui-même de candidat antisystème et de rupture et promeut la souveraineté politique et économique du pays. Si le programme politique de Bassirou Diomaye Faye est particulièrement détaillé, il est aussi très technocratique et jamais n'apparaît la nécessité d'une participation citoyenne pour l'édification de ce nouvel ordre politique promis. Le fil conducteur reste de favoriser et développer les entreprises sénégalaises, vues comme sources du développement du pays. Bien que le futur président se soit exprimé pour une sortie du Sénégal du franc CFA, cette mesure, tout comme d'ailleurs la fermeture de la base militaire française, n'y figure pas.

La prise en compte des principales revendications des droits des femmes est absente et traduit une vision conservatrice de la société. Les organisations de la gauche radicale qui ont soutenu la candidature de Faye peuvent s'appuyer sur cette mobilisation populaire pour peser en faveur d'une politique qui réponde aux aspirations et besoins des populations.

Paul Martial

À lire sur le site



États-Unis: Les contradictions du parti démocrate en pleine lumière, par Dan La Botz

DROITS LGBTI

POUR UNE EUROPE SANS EXPLOITATION NI OPPRESSIONS!



Depuis quelques années, les personnes LGBTI sont la cible de l'offensive réactionnaire en Europe et à travers le monde. Cela ne les empêche pas pour autant de se mobiliser pour défendre leurs droits et en gagner de nouveaux. Dossier coordonné par la Commission LGBTI du NPA.

Une Europe de la justice sociale!

Nous ne voulons plus de cette Europe de l'exploitation et des oppressions, basée sur la domination d'hommes blancs riches, hétéros et cis. Il faudra la renverser pour construire une Europe de l'égalité des droits.

De la « campagne anti-genre » aux attaques LGBTIphobes

Le même argument « pour la protection des enfants » est sans cesse utilisé, autrefois contre les hommes gays, aujourd'hui en priorité contre les personnes trans, contre les femmes trans.

Au Portugal, la haine anti-LGBT+ en ligne a augmenté de 185% entre 2019 et 2022. Elle accompagne la montée en puissance de l'extrême droite, illustrée par la percée de Chega aux dernières législatives. Au cours de la même période, en Espagne, la haine anti-LGBT+ en ligne a augmenté de 130%.

Dans sa newsletter « Gendercover », Rozenn Le Carboulec, autrice des *Humilié-es*², décompte dans le rapport de l'ILGA-Europe des « discours anti-LGBT+ de la part d'hommes politiques de 32 pays européens en 2023, dont 19 États membres de l'UE »³.

Ils s'inscrivent dans le cadre d'une « campagne anti-genre », financée et portée par des lobbys liés à l'extrême droite religieuse, issue du Vatican (CitizenGO), des États-Unis (Heritage Foundation) ou de la Russie poutinienne.

Dans son dernier rapport annuel, l'ILGA-Europe (European Region of the International Lesbian and Gay Association¹), alerte sur la hausse des discours de haine envers les personnes LGBTI, en particulier de la part de responsables politiques.



Des attaques contre les parentalités LGBTI...

En Italie, le gouvernement de Meloni s'est attaqué aux familles homoparentales. Le ministère de l'Intérieur a demandé que seul le nom du parent « biologique » soit inscrit sur les actes de naissance, c'est-à-dire celui de la femme qui a porté l'enfant. Il souhaitait aussi réécrire les actes de naissance existants en effaçant le nom de l'autre mère. Si le tribunal de Padoue en Italie a donné raison aux mères lesbiennes, cela n'a pas empêché le gouvernement de faire appel dans la foulée.

Alors que la GPA est déjà illégale en Italie, le gouvernement veut faire de celle-ci un « crime universel ». Les parents ayant eu recours à une GPA à l'étranger, dans un pays qui l'autorise, seraient ainsi passibles de poursuites et susceptibles d'être arrêtés en Italie.

Une UE pas si progressiste

Au sein de l'Union européenne, 11 pays interdisent toujours le mariage pour tousTEs. Un projet de loi visant à l'autoriser a été rejeté en République tchèque.

En Europe, 12 pays (dont l'Allemagne et les Pays-Bas) n'ont aucune loi contre les crimes de haine LGBTI-phobes

Douze pays refusent l'adoption homoparentale, y compris la Grèce qui vient de voter le mariage pour tousTEs. Cinq pays rejettent la reconnaissance légale de l'homosexualité. Dans 14 pays, il n'y a pas de loi complète contre les discriminations (contre les refus de traitements médicaux par exemple) et 12 pays (dont l'Allemagne et les Pays-Bas) n'ont aucune loi contre les crimes de haine LGBTI-phobes. Le National Health Service (NHS), le système de santé public du Royaume-Uni, a récemment banni les bloqueurs de puberté pour les mineurEs trans. Ces médicaments ont pour objectif de retarder la puberté et de laisser plus de temps de réflexion aux enfants avant de prendre éventuellement des hormones. Cette décision politique plus

que médicale est prise dans un contexte d'attaques contre les droits des personnes trans au Royaume-Uni.

En 2022, le Parlement écossais a voté une loi pour simplifier le changement d'état-civil. Le gouvernement de Sunak l'a bloqué en utilisant l'article 35 du Scotland Act. C'est la première fois que cet article est utilisé pour bloquer une loi votée au Parlement écossais depuis sa création en 1998. Si le Royaume-Uni n'est plus dans l'UE, cela n'empêche pas de vouloir influencer les autres pays. Des activistes transphobes anglais essayent (en vain) de s'implanter en Irlande, et le gouvernement britannique a déclaré ne plus reconnaître les changements d'état-civil réalisés dans les autres pays...

La France et l'offensive antitrans

En France, le rapport de SOS homophobie de 2023⁴ note une augmentation de la transphobie de 27%, la majorité des victimes étant des femmes trans. Si 2023, pour les 10 ans du mariage pour tousTEs, voulait être un symbole

d'inclusivité, c'est raté. Rozenn Le Carboulec explique dans *Humilié-es* que la conquête de ce droit a aussi été une période de recomposition de la droite et de l'extrême droite et de banalisation de l'homophobie. Le gouvernement Attal est d'ailleurs le gouvernement le plus « manif pour tous » qui ait existé avec en son sein six ministres qui en sont issus.

Les survivantEs de LMPT (La manif pour tous), toujours autant homophobes, s'en prennent maintenant aux personnes trans. Les sénateurs du groupe LR ont annoncé un projet de loi visant à interdire toute transition aux mineurEs. L'offensive anti-trans arrive en France⁵.

1 – Branche européenne de l'ILGA (association internationale LGBTI+).

2 – Sorti en poche chez Points Seuil en 2023. Ce livre revient sur la conquête du mariage pour tousTEs en France.

3 – gendercover.substack.com/p/discours-haine-anti-lgbt-hausse-europe

4 – ressource.sos-homophobie.org/Rapports_annuels/Rapport_LGBTIphobies_2023_dossier_presse.pdf

5 – lanticapitaliste.org/actualite/lgbti/lgbti-face-loffensive-anti-trans-au-senat-resister-contre-attaquer

Nous nous battons pour qu'en Europe, les droits des personnes LGBTI soient alignés sur les droits de la personne LGBTI européenne la mieux dotée. Nous refusons tout recul, tout nivellement vers le bas.

Pour cette raison, nous voulons le mariage pour toutes et tous dans tous les pays européens, avec l'égalité des droits entre les couples. Parce que nos familles méritent le respect, nous nous battons pour la reconnaissance de l'homoparentalité et la suppression des entraves à l'adoption et à la parentalité pour les couples homosexuels.

Nous demandons une PMA vraiment pour tous et toutes, un droit à l'IVG pour tous et toutes, y compris pour les personnes trans. La liberté de transitionner, de pouvoir prendre des hormones sans gatekeeping médical [Ndlr : rétention d'informations]. C'est le droit à l'autonomie corporelle. Nos corps, nos choix.



Juge pas mon genre

Nous demandons le remboursement intégral des transitions sans diagnostic médical. Transitionner ne devrait pas être un luxe mais un droit pour toutes les personnes qui le demandent.

Nous voulons le changement d'état-civil sur simple demande, comme en Espagne, au Portugal, ou en Irlande, etc. Qu'il se fasse sans passer devant un juge (comme actuellement en France), sans diagnostic médical ou chirurgie obligatoire, sans stérilisation — comme le demande la campagne « Juge pas mon genre »¹ de l'association Toutes des femmes, et comme le recommande la Défenseure des Droits² ou le Conseil de l'Europe³. Nous revendiquons l'autodétermination.

Nous voulons la fin des mutilations des personnes intersexes, pratique dénoncée par la Cour européenne des droits de l'Homme, ainsi que l'interdiction des thérapies de conversion pour toutes et tous, qu'elles s'appuient sur des principes religieux ou sur des approches psychanalytiques ou psychiatriques.

Nous revendiquons l'accueil des migrantEs et réfugiéEs LGBTI, que le statut de LGBTI protège la personne et lui assure le statut de réfugiéE. Que les personnes réfugiées LGBTI n'aient plus à justifier leur sexualité et leur identité de genre selon les clichés homophobes et transphobes et/ou une vision occidentale qui discrimine les minorités sexuelles et de genre d'autres cultures. Pour arracher ces droits, il faudra construire un mouvement radical et massif, internationaliste. Cela commence dès les Marches des fiertés jusqu'à l'Existansinter, et continuer tous les jours. Pour cela, il faudra que le mouvement social se saisisse des questions LGBTI partout en Europe.

1 – jugepasmongre.fr
2 – defendeurdesdroits.fr
3 – coe.int/fr/web/portals

CHAMBÉRY

Les chiens de Pétain sont de retour

Depuis plus de dix ans, un groupe de néonazis est actif dans les pays de Savoie, en changeant de nom à chacune de ses régulières dissolutions (*Œuvre française, Jeunesses nationalistes, Edelweiss, Bastion social, etc.*).

Depuis une dizaine d'années, ce groupe s'est rendu coupable de nombreuses exactions à Chambéry : agressions souvent très violentes de militantEs et de personnes racisées, attaques répétées contre les locaux ou les réunions des partis de gauche, incendie de la maison des syndicats pendant le mouvement contre la casse des retraites, etc.

Une montée en puissance

Encouragés par le laisser-faire des autorités, les néonazis savoyards ont récemment accru la pression. En mai dernier, ils ont organisé une manifestation insurrectionnelle à Annecy, au lendemain d'une attaque au couteau menée par un réfugié franco-syrien. Le mois suivant, ils ont déployé leur milice pour prêter main forte à la police dans la répression des émeutes qui ont suivi l'assassinat de Nahel. Depuis lors, ils se sont attachés à rester sur le pavé, en organisant régulièrement des défilés paramilitaires dans le centre de Chambéry.

Le 6 février dernier, les néonazis ont dédié l'un de leurs défilés à la mémoire des émeutes néofascistes du 6 février 1934, mais aussi au souvenir de l'écrivain antisémite et pronazi Robert Brasillach, fusillé le 6 février 1945, qui a été célébré comme un « martyr de la liberté ». Afin de dénoncer ce révisionnisme historique et cette apologie de crimes contre l'humanité, le Collectif savoyard contre la répression et la discrimination (CGT, FSU, LDH, FI, NPA, etc.) a aussitôt organisé un rassemblement. Il a été suivi d'une intervention au conseil municipal, afin d'interroger Thierry Repentin, maire macroniste de Chambéry, sur son absence de réaction et l'impunité que les autorités semblent accorder à cette apologie des collaborateurs de l'État pétainiste.

Attaque sur l'Université

Dans la nuit du 24 au 25 mars, les néonazis savoyards ont voulu avoir le dernier mot, en ciblant cette fois-ci l'université de Chambéry. Neuf bâtiments universitaires ont été recouverts de slogans à la gloire du régime de Vichy, ainsi que de croix celtiques et de gammas de sa milice. Les nazis ont aussi collé sur le site d'anciennes affiches du régime de Vichy : l'une à la gloire du maréchal Pétain, déjà rééditée par l'association qui célèbre sa mémoire ; l'autre qui reprenait une affiche de la milice et de son chef, Joseph Darnand. Cette opération était destinée à intimider les milieux militants présents à l'université, mais aussi à banaliser le souvenir du nazisme, afin de permettre à l'histoire de mieux pouvoir bégayer.

Dans une région où la mémoire des horreurs commises par la milice reste très présente, cette glorification de Pétain et de Darnand a suscité une large indignation. À l'initiative du comité de mobilisation des étudiantEs, une manifestation a eu lieu sur un des sites de l'université de Savoie, Jacob, qui doit constituer la première étape d'un nécessaire réarmement de la vigilance antifasciste, en Savoie comme ailleurs.

CorrespondantEs



NPA

Ce rapport insistait sur l'insuffisance des tests et donc s'accommodait mal avec la ré-autorisation de l'herbicide en zones agricoles, forestières et non agricoles, au centre d'une campagne médiatique en 2017 et qui fut votée fin 2023.

L'Anses enterre son rapport

L'Anses, agence sanitaire qui évalue les pesticides en France, a donc enterré un rapport sur le glyphosate en 2016, au motif qu'il aurait fait doublon avec un travail commencé par la Commission européenne sur la toxicité du glyphosate. Faux prétexte car l'Anses a continué à investiguer plusieurs mois après la création du groupe de travail européen. Un doute, peut-être ? Quand *le Monde* a demandé la communication du rapport en 2021, l'Anses a refusé. Le journal a donc entamé une requête devant le tribunal administratif de Melun. L'Anses a fini par publier le rapport... la veille de l'audience ! Pourquoi tant de cachotteries ?

Que dit le rapport de l'Anses ?

Les experts étaient formels : les tests faits par le groupe de travail de la Commission européenne ne sont pas suffisants. Unanimes, ils recommandaient d'utiliser des tests de mutation génique sur des cultures de cellules de mammifères et/ou un test dit « des comètes », in vivo, et pas seulement in vitro, comme la méthodologie européenne le préconise. Ne pas publier le résultat de leurs recherches a donc permis une évaluation moins exigeante de la génotoxicité des produits à base de glyphosate, comme l'a rappelé

ÉCOLOGIE Le glyphosate, le feuilleton sans fin

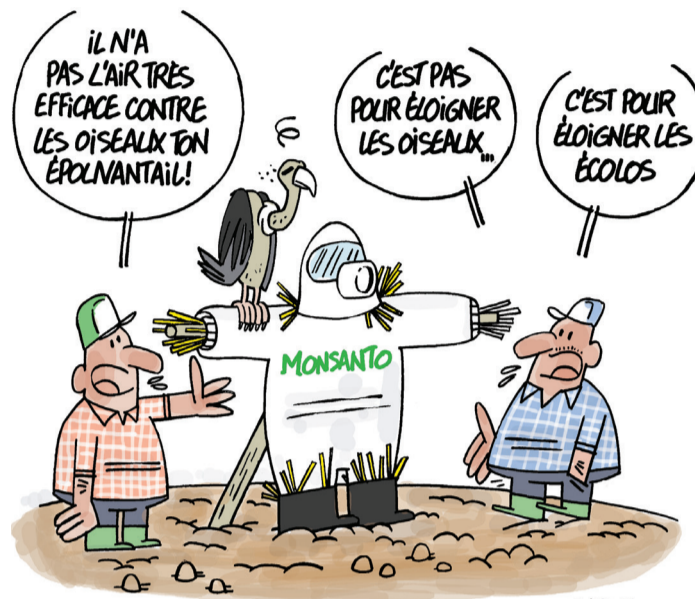
Rebondissement inattendu le 25 mars dans le dernier épisode de la saga du glyphosate, substance active herbicide à large spectre d'action sur les végétaux : le journal *le Monde* a obtenu enfin la publication d'un rapport vieux de huit ans et caché par l'Anses.

génotoxique induit par différentes formulations ».

Le glyphosate, une vraie série noire

Le cinéma a assez duré, le glyphosate doit être interdit ! La protection des populations doit s'appliquer. Aucune institution européenne ne pourra empêcher l'industrie chimique de dicter sa loi, car là n'est pas le but de cette Europe taillée sur mesure pour le capitalisme. Voilà pourquoi, entre autres raisons, il est urgent de bâtir une Europe sortie des traités établis et dictés par la loi du profit qui dessert les peuples et l'environnement.

Commission nationale écologie



CHARMA6

Pauline Cervan, toxicologue de Générations futures : « L'Anses s'appuie toujours sur les recommandations formulées en 2011 par les autorités européennes, alors que ses propres experts assuraient dès 2016 que ce n'était pas suffisant ». Ainsi, les produits comme Credit Xtreme et Gallup 360-K ont pu être autorisés à partir de 2017.

De plus, l'Anses invoque des désaccords parmi les scientifiques au sujet d'une étude de chercheurEs portugais en raison d'incertitudes et biais méthodologiques. Cela ne peut justifier de cacher le rapport, puisqu'un scientifique de son groupe a bien constaté « un faisceau de résultats convaincants représent[ant] une véritable alerte sur un effet

À lire sur le site

Amiens : Avec METEX, le retour de Whirlpool ?



SANTÉ Bercy m'a tué !

Trouver 20 milliards d'euros pour limiter un déficit qui explose à 154 milliards. Les trouver en s'attaquant frontalement aux dépenses de santé, au financement et au principe même de notre Sécurité sociale. Voilà le pari de Macron et de Bercy, qu'il faut à tout prix bloquer.

Notre système de santé vit déjà un véritable effondrement. Les dettes des hôpitaux et des Ehpad explosent. Les maigres hausses de salaires du Ségur ne sont pas financées par un budget Sécu à + 3,2%, en dessous de l'inflation. Malgré cela, le gouvernement accélère ses attaques contre la protection sociale, cette part du salaire mise en commun par les salariéEs pour financer un droit à la santé égal pour touTEs.

Hold-up en série : soins dentaires, affections de longue durée...

Le 31 mars, il double les franchises médicales. Un hold-up à 850 millions d'euros. Hier, c'était un autre hold-up à 500 millions d'euros avec la baisse du taux de remboursement des soins dentaires. Sans parler de la remise en cause des arrêts maladie, avec plusieurs centaines de médecins « mis sous objectif » pour contrôler leurs arrêts, ou les menaces sur les remboursements de transports sanitaires. Demain, il envisage de rogner sur le remboursement à 100% des ALD, les affections de longue durée pour les plus malades, qui représentent 120 milliards d'euros de dépenses, et d'introduire les complémentaires santé dans leur remboursement ! Toujours plus de reste à charge, toujours plus de privatisation de



WIKIMEDIA COMMONS

la santé à travers les complémentaires, qui remboursent d'autant moins qu'on est plus pauvre et plus malade, et dont les cotisations vont augmenter de près de 10% !

Gouvernement et patronat s'attaquent au salaire socialisé

C'est au principe même de la Sécu que le gouvernement envisage de s'attaquer, en accélérant sa fiscalisation. Une déclaration de Bruno Le Maire, en forme de ballon d'essai, envisage de basculer une part des cotisations sociales vers la TVA. Cela reviendrait à baisser encore la part des salaires dans le partage de la création de richesses. Car ces cotisations sont une part de notre salaire,

socialisé. Tout bénéfique pour le capital de les réduire ! Tout bénéfique pour les plus riches de les remplacer par la TVA, l'impôt le plus injuste. Un impôt non proportionnel aux revenus, payé essentiellement par les ménages, surtout les plus modestes, qui y consacrent une plus grande part de leurs revenus. Un tour de passe-passe pour nous faire payer par l'impôt ce qui était avant financé par les patrons à travers le salaire socialisé. Une Sécu limitée à un filet de sécurité minimum, voilà ce qu'ils appellent « Remplacer l'État-providence par l'État protecteur ».

Un mouvement d'ensemble pour imposer le 100% Sécu

Pour les bloquer, il nous faut un grand mouvement, autour de quelques exigences populaires, une mobilisation des personnels, des usagerEs, des salariéEs. Plus de personnels, plus de salaires, plus de médecins, plus de lits pour mieux soigner ! Vite, un 100% Sécu remboursant, pour touTEs, tous les soins, à 100% ! Augmenter le budget de la Sécu à la hauteur des besoins, c'est possible en prenant dans les 73 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales. C'est possible en augmentant les salaires, un minimum quand les géants du CAC 40 réalisent sur notre dos plus de 145 milliards d'euros de profits en 2023. C'est possible en réalisant l'égalité salariale hommes / femmes, qui permettrait de dégager 5,5 milliards d'euros de cotisations pour le régime général. La réunion à Paris, le 3 avril, du Tour de France pour la santé à la Bourse du travail, la campagne européenne « La santé avant le marché, changeons l'Europe » seront de nouvelles occasions unitaires de porter ces exigences. Aux capitalistes de payer leur crise, pas à notre Sécu.

Frank Prouhet

Culture

MUSIQUE **Bleu, d'Ann O'aro**

Cobalt, 2024, 15 euros.

À vis à celles et ceux qui auraient regardé trop distraitement la pochette : il ne s'agit pas d'un inoffensif disque de blues que l'on passerait en fond sonore lors d'un dîner avec des convives, pas plus qu'un recueil de maloya (l'un des deux genres musicaux majeurs avec le séga) pour nous faire chalouper en douceur en fin de soirée.

Chanter l'esclavage et l'inceste

La musicienne et poétesse réunionnaise Ann O'aro chante les douleurs de l'esclavage et de l'inceste. Rien que ça ! C'est un disque d'une grande beauté. Dans la tradition des *fonnkèrs*, ces poèmes typiques de la Réunion qui expriment une sensibilité intime et mélancolique, c'est de manière très singulière que nous sont contées la terre, la mort, les larmes et l'océan. Ce qui frappe en premier lieu, c'est l'absence de démonstration de virtuosité ou de « recette », soit deux manières trop faciles de flatter les oreilles. Ce qui charme ici, c'est que tout est juste et cohérent, suivant un propos délicieusement habité. On sent une urgence et une radicalité qui, sans contredire les deux premiers albums de la chanteuse, s'en émancipent de manière fulgurante.



Piano et quartet

Premier changement : l'emploi du piano, pour « retrouver ce qu'il y avait avant les mots » selon l'autrice. Mais celui-ci est parcimonieux, et c'est toujours la voix qui nous guide, impériale, parfois totalement dépouillée. Pour l'accompagner, trois musiciens impliqués échafaudent une instrumentation inattendue. Teddy Doris, de son trombone grave et chaleureux, se tient au plus près du chant, le prolongeant presque comme pour l'inviter à s'y lover. Bino Waro, aux percussions, alterne frottements à peine esquissés et éclats soudains qui en disent long. Enfin, autre nouveauté remarquable, les machines de Brice Nauroy traitent en temps réel les sons repiqués de ses camarades et y ajoutent leurs propres sonorités. Ainsi quelques synthés s'ajoutent aux notes étirées du trombone pour faire écho aux voix, en bourdonnant telles des sirènes de bateaux ou des vagues implacables. La structure des titres est totalement libre et imprévisible, les ambiances variées et évocatrices. Cette alchimie pour le moins inédite donne naissance à un disque intense à écouter d'urgence, avec ses dix titres comme autant de chants de colère et de réconfort.

Benjamin Croizy

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

Vie du NPA

TRIBUNE **Soutenir les peuples en lutte, combattre le militarisme et les guerres impérialistes**

Un débat traverse le NPA

La position du NPA combine la défense de la résistance, aux côtés de celles et ceux « d'en bas », avec une défiance envers la politique de Zelensky, tout en dénonçant le militarisme qui se développe dans le monde, via l'Otan en particulier. Cette position tranche avec deux autres : celles des organisations campistes qui nient le droit du peuple ukrainien à se défendre et celles qui sous-estiment la marche à la guerre dans le monde, voire attribuent un rôle « progressiste » à l'Otan ou à l'UE. Or l'Otan reste l'instrument des États-Unis, première puissance militaro-industrielle et impérialiste au monde.

Au dernier CPN, un désaccord s'est concrétisé sur la question de l'envoi d'armes et des préoccupations générées par l'escalade du conflit et de ses traductions possibles dans des économies de guerre, écocides et antisociales. Il s'agissait de savoir si le NPA doit ou non demander aux puissances impérialistes d'armer la résistance ukrainienne. Nous avons été minoritaires sur notre position qui consistait à refuser une telle demande explicite, tandis que la version majoritaire regrettait que les impérialistes n'en donnent pas davantage.

Analyser pour anticiper

Nous sommes favorables à ce que la résistance dispose d'armes, et elle les trouve où elle le peut. Ce n'est pas à nous de faire la morale à ce sujet. Nous sommes aussi pour l'annulation de la dette de l'Ukraine, ce qui revient à lui donner des moyens pour résister. Cependant, en tant qu'organisation révolutionnaire, il nous semble indispensable de regarder plus loin. L'aide de l'Otan et de l'UE à l'Ukraine s'inscrit dans une stratégie d'ingérence qui met en péril l'exercice même de son droit à l'autodétermination. Nous défendons la résistance du peuple ukrainien, mais nous ne sommes pas neutres concernant sa nature politique et sociale, les implications de la guerre, et son rapport aux impérialistes. Dans la plupart des luttes historiques de libération nationale, la résistance n'a pas d'État et la bourgeoisie « compradore » est faible. En Ukraine, c'est différent : la bourgeoisie ukrainienne dispose d'un appareil d'État et s'inscrit, de façon subalterne, dans le dispositif impérialiste, comme le déploiement récent de soldats ukrainiens au Soudan en témoigne.

Les dynamiques qui en découlent sont donc, de la part de la classe dominante, celles de renforcer ses alliances avec les impérialistes occidentaux et de mettre en place de manière autoritaire

La guerre contre l'Ukraine est une agression qui vise à renforcer la sphère d'influence russe dans le cadre de la concurrence entre États impérialistes. Le NPA, comme d'autres forces de gauche dans le monde, n'a cessé de soutenir le droit du peuple ukrainien à résister à l'invasion. En Ukraine, comme en Palestine, au Kurdistan ou ailleurs, dans des situations très différentes, nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à la résistance, y compris armée.



Capture d'écran.

des politiques néolibérales. Les forces étatistes, dans ce type de conflit, s'opposent aux tendances à l'auto-organisation et peuvent mettre en péril la résistance populaire. La crise de recrutement de l'armée ukrainienne est d'ailleurs un indicateur de la désillusion et de la fatigue de la population.

Aider la résistance, affaiblir tous les impérialismes

Les impérialistes produisent et livrent des armes à l'État ukrainien, pas au peuple ou à des forces auto-organisées. Cela renforce l'État et les classes dominantes ukrainiennes. Notre orientation devrait donc affirmer un soutien « par en bas » à la résistance ukrainienne contre la Russie. Mais elle ne peut faire l'économie d'une opposition déterminée à notre propre impérialisme et nous oblige à marquer une

ligne de rupture claire. Nous ne demandons pas d'armes aux gouvernements impérialistes que nous combattons. Et nous savons aussi que si la victoire de l'Ukraine ne dépend que de ces derniers, et très peu de la mobilisation populaire là-bas et ici, alors la dynamique sera à la transformation définitive de la guerre de libération nationale en conflit interimpérialiste entre le bloc occidental et la Russie. Au-delà de la guerre en Ukraine, c'est bien la marche du monde vers un conflit militaire entre impérialistes qui se joue aujourd'hui. Dans ce cadre, nous ne choisissons pas un camp contre un autre, et ceci indépendamment de la nature des régimes politiques impliqués. La transformation vers « l'économie de guerre » en Europe, les rhétoriques guerrières des gouvernements et de leurs relais médiatiques doivent nous alerter.

Elles expriment les difficultés des bourgeoisies européennes à maintenir leur domination sur le Sud global. C'est le cas notamment pour l'impérialisme français. En concurrence directe avec la Russie, notamment en Afrique, Macron avance la possibilité d'un affrontement militaire ouvert avec Poutine et tente d'entraîner ses alliés sur ce projet. Cela nécessite pour la classe dominante française de gagner des fractions importantes de la population à la guerre, de développer la discipline et le militarisme. Cela implique des tâches concrètes pour le mouvement ouvrier : contre le militarisme, contre l'embrigadement de la jeunesse, pour combattre en premier lieu notre propre impérialisme.

Antoine Larrache (Paris 20^e), Sylvain Pyro (Toulouse), Hélène Marra (Lille), Thomas Rid (Toulouse), Franck G. (Toulouse)

Les nôtres

Mireille Carle



Mireille Carle nous a quittés. Née le 7 avril 1951 et décédée le 13 février 2024 à la suite d'un cancer foudroyant des poumons. Mireille avait rejoint le NPA dès sa création. Elle a représenté notre comité au Conseil politique national pendant deux ans. Féministe engagée, elle a surtout défendu la cause du peuple palestinien, s'attirant les foudres du pirate informatique Ulcan, qui avait piraté son téléphone, ce qui lui avait valu un après-midi chez les flics.

Elle reste pour nous une camarade, fêtarde, volontiers rigolote et souriante. Toujours partante pour les manifs et se moquer des flics. Un hommage lui sera rendu le 20 avril à partir de 11h à Dignes-Bains dans les Alpes de Haute-Provence. Mireille nous ne t'oublierons pas, tu restes présente dans nos combats.

NPA 05

SANTÉ AU TRAVAIL « On veut se mobiliser à chaque accident grave et mortel »

Entretien. Les assises de la santé et la sécurité des travailleurEs ont eu lieu les 13 et 14 mars derniers, à Paris. **Gérald Le Corre**, membre du comité d'organisation de ces assises pour la CGT et **Alice Pelletier**, militante CGT, présente à l'occasion de ces deux journées, partagent avec nous leurs regards respectifs.

Comment se sont organisées ces deux journées et quel regard portez-vous sur leur tenue ?

Gérald : Ces assises sont à l'initiative de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de plusieurs associations. Quatre groupes de travail ont été constitués sur quatre thématiques : prévention et réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, risques organisationnels, femmes et santé au travail, produits dangereux. En pratique, c'est une quinzaine d'ateliers et des échanges en assemblée plénière avec 500 participantEs avec des profils majoritairement féminins et une présence importante de la fonction publique.

Alice : Cette initiative vient répondre à un réel besoin. Souvent, sur les questions de santé et sécurité au travail, on est pris dans nos problématiques locales et spécifiques. C'est important de prendre du recul. Il y avait beaucoup de sujets sur lesquels échanger et pas forcément assez de temps. C'est vraiment une initiative qui appelle des suites. Il y a un vrai enjeu à remobiliser le monde du travail, et cette préoccupation était très présente durant ces assises. Aujourd'hui, on n'agit que lorsque quelque chose de grave se produit. Il y a une réelle nécessité à prendre conscience, y compris dans les équipes syndicales, des manières d'agir en amont, de faire de la prévention. Il s'agit réellement d'une bataille que notre camp social doit mener : agir sur le risque lui-même pour le supprimer.

Quel bilan faites-vous de ces assises ?

Gérald : Le bilan est très positif bien que l'une des difficultés de ce type de rencontres, c'est de vouloir traiter d'un maximum de sujets dans un temps court. Impossible d'assister à tous les ateliers au grand regret de beaucoup. Tout le monde en ressort avec l'envie de continuer, et c'est l'un des enjeux des mois qui viennent. On est persuadéEs qu'on peut construire un réseau de soutien en faisant travailler ensemble des militantEs syndicaux et associatifs, des médecins du travail, des expertEs CSE en matière de santé et sécurité, des avocatEs militants... S'il est impossible de faire des enquêtes à la place des militants et des militantes d'entreprise, des victimes d'accidents, de leurs ayants droit, le recours à un réseau permanent peut permettre d'éclairer sur une situation, donner des moyens de compréhension et d'action. C'est souvent là-dessus que les équipes syndicales sont sous-outillées. Il faut collectiviser nos compétences pour mettre en commun nos forces, mais aussi mettre en visibilité nos luttes. Il y a des luttes locales, il y a des expertises, il y a des



NPA

On peut construire un réseau de soutien en faisant travailler ensemble des militants syndicaux et associatifs, des médecins du travail, des experts CSE en matière de santé et sécurité, des avocats militants...

enquêtes de qualité, qui mettent en évidence les manquements des employeurs, mais aussi des condamnations judiciaires. Le deuxième axe de travail serait de construire, à l'occasion de la journée internationale sur la santé et sécurité au travail, des rassemblements de rue le 25 avril prochain et pas seulement à Paris, en essayant d'élargir la mobilisation sur la base de l'appel et de la plateforme adoptée¹.

Alice : Effectivement ce sont des leviers dont on a besoin, d'autant plus avec la disparition des CHSCT au profit des CSE. On a besoin d'une action militante plus forte, et donc d'activer nos propres réseaux. Ce que dit Gérald sur la mutualisation, le fait d'aller chercher notre propre réseau d'expertise, notre propre réseau de soutien, notre propre réseau de mobilisation entre les organisations syndicales et d'organiser une vraie solidarité, est essentiel. L'une des réussites des Assises, c'est également que leur succès impose à nos organisations syndicales respectives une responsabilité. C'est évidemment un travail sur le temps long, mais je crois que c'est une bonne chose en termes de remobilisation de notre camp social, que c'est un vrai point d'appui et que pour la suite ces

sujets vont être essentiels pour la défense de nos droits, mais aussi pour imaginer d'autres choses, en termes d'acquis sociaux. Ça doit être porté par une mobilisation large et unitaire, il n'y a pas d'autre solution.

Gérald : Il faut que les questions de santé et sécurité des travailleurs et des travailleuses s'invitent dans l'intersyndicale nationale. À ce jour, il n'y a pas eu une seule mobilisation nationale sur la question des risques organisationnels, des risques psycho-sociaux, alors qu'on n'en peut plus du management à la mode France Telecom, qu'on n'en veut plus de ces politiques d'objectifs chiffrés. C'est la même chose si on parle des produits cancérigènes, des pesticides, du plomb, etc. On continue à polluer les travailleurs et travailleuses, à polluer les riverainEs, à polluer la planète sans réaction à la hauteur. Il faut que les directions des organisations syndicales, notamment CGT, FSU et Solidaire se saisissent pleinement de ces questions pour construire des mobilisations communes pour répondre aux attentes des équipes militantes de terrain. Récemment on a vu que le ministère du Travail a été obligé de réagir sur la question des morts au travail, avec une campagne a minima qui ne rappelle même

pas aux salariéEs qu'ils et elles ont un droit de retrait. G. Attal s'est senti obligé d'en dire un mot lors de sa dernière allocution sans rien annoncer de concret pour en finir avec les 1200 morts du travail par an. Nos enquêtes montrent que pour la grande majorité, ce sont des morts évitables. Pour en finir avec les morts au travail, il faut un choc dans les politiques publiques et notamment un ministère de la Justice qui arrête avec cette complaisance à l'égard de la délinquance en col blanc. Cette bagarre, on veut la mener, on veut se mobiliser à chaque accident grave et mortel. Et surtout mettre en place des enquêtes syndicales qui confirmeront que les accidents résultent majoritairement de choix économiques de l'entreprise. Bref, c'est toujours la loi du profit contre l'obligation de sécurité.

Alice : Oui, sur le terrain c'est sûr que ce sont des préoccupations et des sujets qu'on traite de manière permanente, récurrente et quotidienne. Mais dans un cadre très isolé. Il nous faudrait des leviers pour justement sortir de l'isolement et gagner sur des choses concrètes. C'est la seule façon qu'on a de progresser sur ces questions.

Propos recueillis par Stephanie B.
1 - assises-sante-travail.ouvaton.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPA Lanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

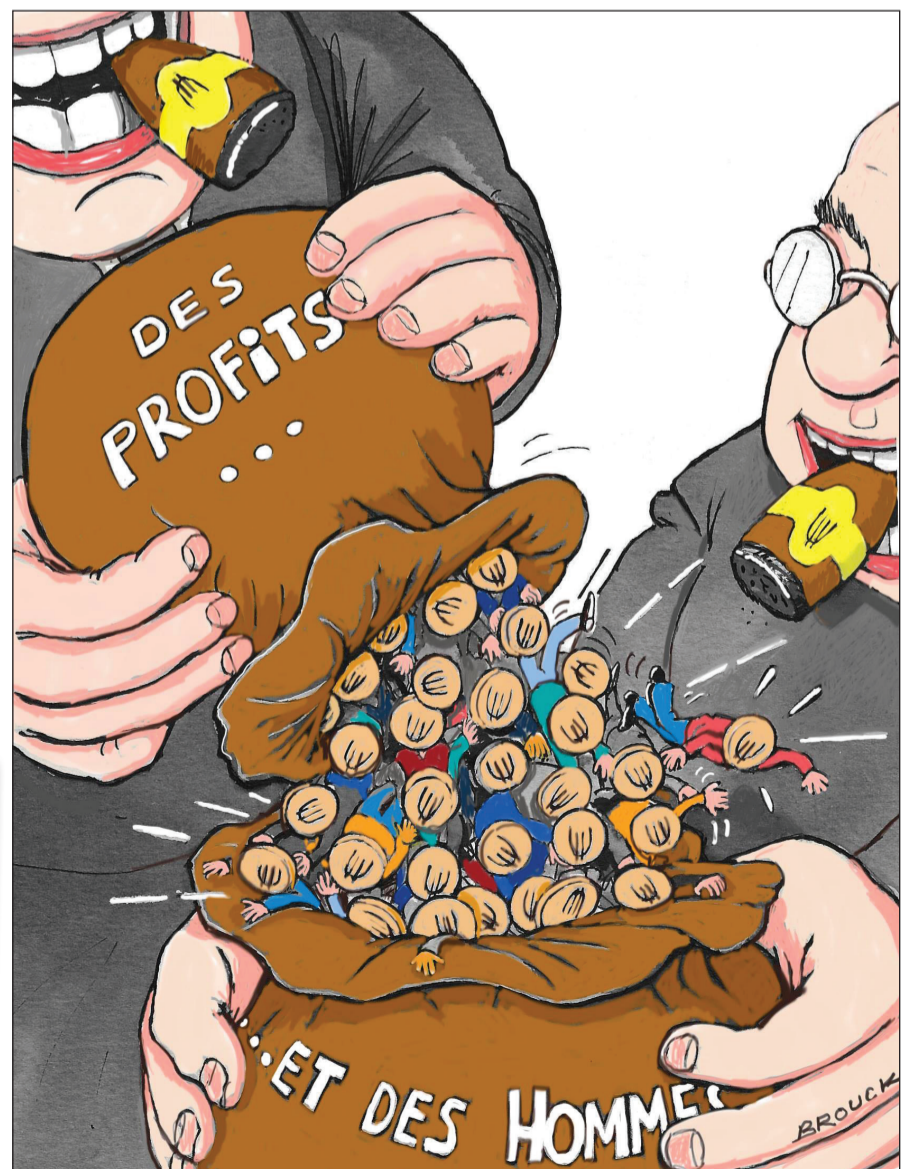


Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine



Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
la revue

Le n°154 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

